

Europe

LÉGISLATIVES ITALIENNES : TROIS SCÉNARIOS

Massimiliano Picciani

16/02/2018

Comment envisager les prochaines élections en Italie en mars prochain ? Entre une possible coalition entre la Ligue du Nord et Forza Italia, la victoire du Mouvement 5 étoiles ou encore une coalition entre la Forza Italia de Silvio Berlusconi et le Parti démocrate de Matteo Renzi, Massimiliano Picciani, secrétaire général d'EuroCité, dresse plusieurs scénarios possibles sur la prochaine donne politique.

Le 4 mars prochain auront lieu les élections législatives en Italie : avec le renouvellement de la Chambre des députés et du Sénat, ces élections marqueront un cap important dans la vie politique du pays, en définissant une majorité politique qui pourrait être à la fois complètement inédite ou représenter un retour en arrière de vingt ans, voire plus.

La législature qui s'achève a commencé fin février 2013 avec plusieurs coups de théâtre électoraux, bouleversant le paysage politique italien : l'explosion du parti populiste du Mouvement 5 étoiles, créé par le comédien Beppe Grillo (une sorte de « Coluche italien ») qui avait obtenu 25% des voix à sa première sortie électorale ; la « non-victoire » de la coalition de centre-gauche, construite autour du Parti démocrate (PD), qui en obtenant seulement 30% mettait ainsi en péril le candidat au poste de Premier ministre, l'ancien social-démocrate Pier Luigi Bersani ; le déclin partiel de Silvio Berlusconi, maître de la scène politique depuis vingt ans, qui sera interdit d'exercice de toute fonction publique suite à une condamnation dans l'un de ses (nombreux) procès, mais qui réussira tout de même à participer au gouvernement du démocrate Enrico Letta, soutenu par une coalition entre centre-gauche et centre-droit, nécessaire afin d'avoir une majorité parlementaire au Sénat (tout comme cela se passera par la suite en Allemagne et en Espagne).

Tout cela avait ouvert la voie au jeune maire de Florence, ancien membre de la jeunesse centriste, Matteo Renzi : après la courte parenthèse du gouvernement Letta, Matteo Renzi sera pendant trois ans le nouveau premier secrétaire du PD et le Premier ministre d'un gouvernement de coalition entre PD et centristes, salué après les 40% du PD aux élections européennes de 2014 comme un des nouveaux protagonistes de la mouvance « néo-blairienne » du centre-gauche européen,

notamment avec Manuel Valls en France et Pedro Sanchez en Espagne.

Cinq ans après, Matteo Renzi semble partager avec ses anciens compagnons de route le même destin. Contraint à démissionner du poste de Premier ministre après l'échec cuisant du référendum constitutionnel de fin 2016, il est aujourd'hui secrétaire d'un Parti démocrate profondément affaibli et crédité dans les sondages de 22% de voix : l'exploit de 2014 n'est qu'un souvenir. Les politiques libérales-démocrates du gouvernement Renzi – en termes de travail, d'école, de fiscalité –, sa communication politique, sa proximité avec certains pouvoirs, notamment les aides versées à des banques en difficulté, ont, tout compte fait, empiré la situation politique italienne. Même si les indicateurs économiques montrent une légère reprise de l'économie nationale, l'électorat populaire semble, à présent, orienté principalement vers le Mouvement 5 étoiles, qui apparaît aujourd'hui, de manière stable, comme le premier parti italien en étant crédité de 28% de voix. La partie la plus modérée, voire conservatrice, du pays s'est quant à elle à nouveau tournée vers la coalition de centre-droit, estimée à 35% et formée par la Ligue du Nord – qui a entre-temps abandonné le discours sécessionniste pour afficher des positions manifestement proches des autres partis d'extrême droite européens, notamment le Front national français – et l'inachevable Silvio Berlusconi, de retour avec Forza Italia. Il est remarquable que même les conservateurs du Parti populaire européen (PPE), Angela Merkel en tête, semblent miser sur Silvio Berlusconi, aujourd'hui âgé de 80 ans, en lui pardonnant ses déboires politiques et judiciaires.

La seule vraie nouveauté du panorama politique pour ces élections est le mouvement de gauche « Liberi e Uguali » (Libres et égaux), guidé par Pietro Grasso, président sortant du Sénat et ancien procureur général de Palerme, protagoniste avec Giovanni Falcone de la lutte contre la mafia sicilienne durant les années 1990. Ce mouvement, crédité de 7-8% des voix mais pouvant ambitionner les 15%, est issu de la fusion de plusieurs mouvances et partis à la gauche du PD de Matteo Renzi. Il a permis de regrouper plusieurs anciens membres de la gauche sociale-démocrate ayant entre temps quitté le Parti démocrate – notamment le candidat malheureux de centre-gauche Pier Luigi Bersani, l'ancien Premier ministre Massimo D'Alema –, des anciens ministres des gouvernement Prodi et une grande quantité de militants déçus du PD, socialistes et écologistes de gauche, jeunes des mouvements associatifs. Il représente aujourd'hui un pôle d'attraction pour la gauche réformatrice et plurielle, en étant dans les contenus une réédition de la coalition de centre-gauche de 2013.

Au vu des sondages, trois scénarios sont possibles au soir des élections: une victoire nette de la coalition de centre-droit composée de la Ligue du Nord et de Forza Italia, avec le président du PPE au Parlement européen Antonio Tajani pressenti comme Premier ministre ; une victoire du Mouvement 5 étoiles, qui pourrait s'allier à la Ligue du Nord pour constituer un gouvernement

populiste ; et, enfin, ce qui est à la fois le plus probable et le plus détonnant, un gouvernement entre Forza Italia et PD, impliquant une rupture à droite (fort possible, vu la différence de positions vis-à-vis de l'Europe entre la Ligue du Nord et Forza Italia) et un accord entre Matteo Renzi et Silvio Berlusconi au centre.

Cet accord serait de plus le préalable à un changement majeur même au sein du PD, qui a déjà exclu de ses listes les candidats de la gauche du parti, pour donner place à ceux s'inspirant ouvertement des mouvances centristes et libérales-démocrates. Il ferait suite aux rencontres entre Matteo Renzi, Emmanuel Macron et Albert Rivera, leader du parti centriste espagnol « Ciudadanos ». L'accord de gouvernement avec Silvio Berlusconi serait seulement un pas de plus dans le projet de porter le PD hors de la famille socialiste européenne, afin de le transformer en un « En marche ! » à l'italienne. Un « grand centre » destiné, sur le plan national, à hériter sur le long terme du consensus des modérés votant Silvio Berlusconi, dans la lignée de la tradition centriste des démocrates-chrétiens italiens, et, sur le plan européen, à court terme à participer à une liste transnationale libérale-démocrate et pro-européenne aux élections européennes 2019 dans le cadre de l'ALDE.

L'Italie ne se dirigerait-elle pas vers cette « stable instabilité du centre » qui l'a gouvernée depuis l'après-guerre ? À suivre !